



EDITORIAL

C'est un bulletin de bilan que nous vous proposons ce mois-ci. Bilan du travail du Collectif pour l'année 2004. Bilan des manifestations qui ont eu lieu dans toute la France, résultats d'initiatives diverses, institutionnelles mais surtout associatives, et qui ont célébré le bicentenaire de l'indépendance d'Haïti. Leur diversité nous permet de voir la réalité et la richesse des liens créés, au fil des années, entre des français et Haïti, entre les communautés haïtiennes, en France et en Haïti.

Nous aurons l'occasion d'échanger nos points de vue sur ces deux bilans, à l'Assemblée Générale du Collectif Haïti de France, le 19 mars prochain. Vous trouverez la convocation avec ce bulletin.

La rédaction

Retour sur la commémoration du bicentenaire de l'indépendance, en France.

Au moment où 2004 s'éloigne, au moment où Haïti est moins présent dans les médias français, il nous a paru intéressant de reparler de la façon dont on a célébré le bicentenaire de l'indépendance d'Haïti, en France.

Tout au long de l'année, le Collectif Haïti de France s'est proposé de centraliser l'information sur les manifestations organisées sur Haïti, afin de les diffuser, chaque mois, le plus largement possible, par mail et dans ce bulletin mensuel. L'outil n'était pas parfait, imaginé un peu hâtivement devant la profusion d'information qui s'accumulait fin 2003. Il a eu, il nous semble, le mérite de permettre à ceux qui y ont participé, de partager des informations sur leurs activités, de glaner des idées. Beaucoup d'associations ou d'institutions avec qui nous étions en contact ont joué le jeu, le calendrier final est le résultat de ce travail collectif.

Les réflexions qui suivent sont le résultat d'une lecture globale de l'ensemble des manifestations recensées dans ce calendrier, c'est-à-dire quelques 200 événements. Ce travail a été réalisé à partir des programmes des manifestations et non de leur bilan, car bien souvent nous n'en n'avons pas eu connaissance. Une analyse plus fine de chaque activité (qui permettrait d'évaluer les personnes touchées, les sujets abordés) serait intéressante à faire. Nous n'avons malheureusement ni l'information nécessaire ni le temps pour cela.

Le bilan que nous vous proposons n'est pas exhaustif. Si la diffusion de ce calendrier a permis une augmentation de la circulation des informations, il est évident que nous n'avons pas eu connaissance de toutes les activités réalisées en France, notamment dans certaines régions où nous manquons de contacts. Les éléments qui suivent ne peuvent donc permettre de constituer un panorama exact de cette année 2004. Cependant, le nombre de manifestations recensées est assez important pour qu'une analyse soit intéressante.

La première constatation est géographique. **Dans presque toutes les régions de France**, une ou plusieurs associations liées à Haïti, ont réalisé une manifestation en

2004. Le nombre de ces manifestations est fort variable selon les régions (il dépend naturellement du nombre d'associations dans chaque région et ne préjuge pas des activités de chacune de ces associations).

Plus remarquable peut-être, il y a un peu moins de manifestations enregistrées en région parisienne que dans l'ensemble des autres régions françaises. Vu le déséquilibre dans la répartition de la communauté haïtienne (largement plus nombreuse en région parisienne), ce résultat semble encourageant quand à l'intérêt que montrent les français partout sur le territoire. A noter que 26 événements se sont déroulés dans le Grand Ouest (des pays de Loire à l'île d'Ouessant) !

Deuxième observation : **une grande diversité** dans le type même des manifestations. Plus d'une vingtaine de soirées ou journées sur Haïti ont proposé un mélange d'expositions, spectacles culturels et conférences.

Après ces événements « pluriels », ce sont les **débats, colloques ou tables rondes** qui arrivent en première position. Dans plus de 35 lieux, on s'est intéressé à Haïti sous de multiples facettes (Histoire, culture, relations avec la France, 200 ans d'indépendance, Toussaint Louverture, situation actuelle, dette, solidarités possibles, etc). Plus

d'une vingtaine d'intervenants ont ainsi circulé dans toute la France, certains noms revenant très fréquemment.

Les **expositions** d'art, d'artisanat ou de photos se sont aussi multipliées, accompagnées ou non de ventes au profit d'actions associatives.

La projection de **films** Haïtiens ou sur Haïti (une vingtaine de soirées, signalées et un premier festival du cinéma haïtien à Paris), la plupart du temps suivi d'un débat voir d'une rencontre avec l'auteur, rivalisent avec les signatures, présentations de **livres** et autres rencontres d'écrivains ou lectures publiques. La littérature haïtienne a été particulièrement à l'honneur cette année, avec des programmations dans des lieux prestigieux comme le Festival Etonnants Voyageurs de Saint-Malo qui invitait pour sa version 2004 des auteurs haïtiens et caraïbéens, les salons du livre insulaire de Ouessant (invité d'honneur Haïti) et de Groix (« Cap sur la Caraïbe »), et « D'encre et d'exil », les quatrième rencontres internationales des écritures de l'exil du centre Pompidou.

Après les films et les livres, viennent encore en bonne place les **concerts** et quelques soirées **théâtrales**. A noter, là encore pour la première fois, un festival de musiques haïtiennes, au Cabaret Sauvage à Paris, et un coup de projecteur sur cette musique, au Festival Musiques Métisses à Angoulême.

Si l'on observe qui fait quoi, la constatation est rapide : les **cérémonies « officielles »** sont finalement les moins nombreuses (deux messes, l'inauguration d'une place Toussaint Louverture à Bordeaux, une cérémonie à Fort de Joux, où mourut Toussaint Louverture).

Les manifestations du bicentenaire, recensées par le Collectif, ont été organisées, pour **les ¾ par des associations** (avec les asso ou pas ?), le ¼ restant par des organismes publics ou privés (dont les collectivités locales, universités, librairies), le plus souvent en lien avec des associations.

Notre panorama serait cependant incomplet sans évoquer l'écho donné au bicentenaire d'Haïti dans les **radios** au cours de 2004. On peut évoquer RFO et Radio Aligre, avec une programmation mensuelle sur Haïti ou France Culture, qui a réalisée plusieurs émissions sur le pays.

Il faut ajouter que les **motivations** des organisateurs de ces manifestations sont aussi plurielles. Si la plupart ont été prévues de longue date pour commémorer le bicentenaire de l'indépendance, et surtout profiter de cette date importante pour parler d'Haïti, on peut faire l'hypothèse qu'un certain

nombre ont été provoqués par l'actualité haïtienne (changements politiques mais surtout inondations). De même, si les médias français semblent ne jamais avoir autant parlé d'Haïti, on peut penser que ce n'est pas la célébration du bicentenaire qui a provoqué cela.

Ce rapide bilan, qui encore une fois mériterait d'être étoffé, nous permet de tirer quelques hypothèses :

- La présence d'Haïti dans les médias, même si c'était surtout pour couvrir l'actualité, a permis d'évoquer le bicentenaire et même si la constatation qui suit ne repose pas sur une enquête scientifique, chacun d'entre nous doit pouvoir témoigner qu'entre le début et la fin 2004, **parler d'Haïti au public français est devenu moins périlleux** (ils sont plus rares ceux qui confondent Haïti et Tahiti ou prennent le pays pour un DOM !)
- Cette présence dans les médias a peut-être permis de faciliter la communication sur la foule d'événements organisés en cette année 2004. En tous les cas, on ne peut que constater **l'importance de la mobilisation** pour parler d'Haïti, dans la France entière. Il est certain que cela a aussi participé, à sensibiliser un peu plus le public français.
- Ces événements sont le signe évident **d'une grande vitalité des associations** de solidarité avec Haïti, qu'elles soient liées à la communauté haïtienne en France ou non. A l'inverse des institutions françaises et particulièrement de l'Etat, celles-ci n'ont pas raté le rendez-vous de la commémoration du bicentenaire.

Il s'agit maintenant, en cette année 2005, pour chacun d'entre nous, de savoir **entretenir cette vitalité et cette mobilisation autour d'Haïti**. Dans toutes les régions, dans les associations, auprès de publics variés (du grand public aux décideurs politiques), une certaine image d'Haïti a commencé à s'installer, en tous les cas une meilleure connaissance. A nous de la faire fructifier dans le sens d'une plus grande solidarité avec Haïti.

Michèle Babinet et Marion Fauré,
Collectif Haïti de France.

A noter : Nous pouvons vous envoyer le calendrier final par mail sur simple demande. Le futur site du Collectif Haïti se propose de prendre le relais de ce calendrier avec la possibilité pour chacun de mettre en ligne des informations sur ces activités.



L'actualité du mois

La police haïtienne a mené une importante opération au Village de Dieu, l'un des bidonvilles de Port au prince. Au cours de cette opération, un journaliste, Abdias Jean, a été tué et d'autres journalistes empêchés de filmer. Certaines sources accusent la police, qui aurait aussi perpétrée des exécutions sommaires et des interventions brutales dans les quartiers. La NCHR et le CARLI se font échos de nombreuses plaintes, et lancent plus largement un SOS au sujet de l'insécurité et de la violation des droits humains. La NCHR se dit particulièrement préoccupée par la situation des centres de détention et de rétention.

Mais la violence est aussi l'œuvre de divers groupes armés, anciens militaires et gangs armés qui déstabilisent la police. Le chef de la police se plaint de la lenteur des forces de l'ONU pour l'accompagner.

La dernière promotion de la police vient d'entrer en fonction (393 agents dont 193 anciens militaires). Une nouvelle promotion sortira de l'académie tous les trois mois, afin que la police, qui compte actuellement 4 000 agents, atteigne le chiffre de 6 800 d'ici les prochaines élections.

Par ailleurs, 13 policiers dont des commissaires et inspecteurs ont été révoqués pour faute administrative, c'est-à-dire, semble-t-il pour corruption.

Gouvernement et préparation des élections

Un remaniement du gouvernement a eu lieu début février dans une certaine confusion. De nouveaux titulaires sont nommés aux ministères du Commerce et de l'Industrie (Fritz Kéno), aux Affaires étrangères (Hérard Abraham) et à l'Intérieur (Georges Moïse).

Le décret électoral élaboré par le CEP et approuvé par le Président provisoire a été publié le 11 février. Il prévoit un bureau central des contentieux électoraux et l'établissement d'une carte d'identification nationale obligatoire. Les dates du 9 octobre, 13 novembre et 18 décembre auraient été retenues pour les élections municipales, législatives et présidentielles.

Succès syndical dans la zone franche de Ouanaminthe

Un accord signé le 5 février entre la Compagnie de développement industriel (CODEVI) et le syndicat de travailleurs SOKOWA a conclu 8 mois de conflit du travail dans la zone franche de Ouanaminthe. Plus de 150 ouvriers avaient été révoqués au mois de juin. Les principaux points de l'accord concernent la réintégration d'ouvriers licenciés, la reconnaissance de la liberté syndicale, la création d'un comité paritaire (patron-ouvriers), d'un fond de solidarité et l'établissement d'une convention collective.

Lors d'une conférence de presse, Yannick Etienne, du mouvement Batay Ouvriye, qui a participé aux négociations, a déclaré : « Nous pensons qu'il s'agit d'un pas positif mais qu'un grand travail demeure : la bataille doit continuer à être menée pour faire respecter et appliquer cet accord, afin de pouvoir poursuivre l'avancement ». Elle pense que l'expérience doit servir d'exemple à tout le mouvement syndical haïtien.

Violence et corruption

Clifford Larose, ancien directeur de l'administration pénitentiaire nationale, sous Jean-Bertrand Aristide, arrêté en République Dominicaine, est suspecté par la diplomatie haïtienne d'avoir participé à un complot et financé des groupes armés contre le gouvernement actuel. Washington, l'accuse d'être lié au trafic de drogue. Cependant, il a été libéré au bout de 14 jours sans que la demande d'extradition d'Haïti n'ait abouti.

Autres soupçons, autres rumeurs, sur des membres du cabinet de Gérard Latortue et un maire adjoint de Port au Prince, accusé de détournement d'aide alimentaire.



L'Association VOAM en trois points...

Objectifs

Faire connaître Haïti en Savoie (bulletins d'information, spectacles, etc)
Soutenir un projet de développement en Haïti, au Limbé (département du Nord)

Projets réalisés ou en cours

Soutien aux habitants de la 7^{ème} section de la commune de Limbé qui élaborent un plan de développement global : coopérative de crédit, alphabétisation, formation et coordination pédagogique des enseignants, restructuration des activités économiques (fabriques de cassaves), actions en faveur des jeunes (sport, musique)
Mesures sanitaires et environnementales (en projet)

Le plan a été élaboré par les habitants. VOAM finance le salaire d'un coordinateur sur place. Chaque action a un financement tripartite (VOAM, les habitants, un 3^{ème} bailleurs que les habitants doivent trouver)

Coordonnées

Maison des Associations – 67 rue Saint-François – 73000 Chambéry
04 79 69 35 64



A lire, à voir, à écouter

Le Collectif Haïti de France a finalisé le **bilan des rencontres** qui ont eu lieu en France, pendant le séjour de la **délégation haïtienne de la Coordination Europe-Haïti**. Ce document de 39 pages présente le message apporté par la délégation, le compte rendu des rencontres organisées, quelques éléments sur celles qui ont eu lieu à Bruxelles et dans les autres pays européens et les documents « officiels » de la tournée. Nous pouvons vous l'envoyer par mail, sur simple demande, il sera bientôt sur notre site Internet.



Au Collectif Haïti de France

Le **19 mars 2005 aura lieu l'Assemblée Générale** du Collectif Haïti de France (voir convocation jointe), vous y êtes cordialement invité.

Cette AG sera l'occasion de dresser le **bilan de la première année du projet associatif** du Collectif Haïti de France, en voici les grandes lignes :

Axe Information :

- Poursuite du travail d'information avec Une Semaine en Haïti et Nouvelles Images d'Haïti (plus de place donnée aux associations) ;

- Réalisation du Cd Rom « Une Semaine en Haïti : 15 ans d'actualité » ;
- Organisation ou participation à plus d'une dizaine d'évènements sur Haïti ;
- Création d'un site Internet ressource sur Haïti, outil au service des associations.

Axe plaidoyer

- Le rapport Debray, suite au changement de ministre des Affaires Etrangères en France, a été abandonné. La réponse envisagée n'a pas été transmise au ministère.
- Un courrier a été adressé à Mme Alliot-Marie, Ministre de la Défense pour dire notre préoccupation sur la participation de la France à la force d'intervention en Haïti
- Un texte a été préparé et sera présenté en février à la commission ministérielle travaillant sur l'esclavage, afin de faire pression pour mieux intégrer l'Histoire haïtienne dans les manuels d'Histoire français.
- Le Collectif a participé plus qu'activement à l'organisation de la venue de six partenaires haïtiens, dans le cadre de la Coordination Europe-Haïti. Ils ont rencontré les décideurs politiques européens, afin de leur exprimer leurs priorités dans la résolution de la crise actuelle et le développement de leur pays. Le Collectif Haïti a organisé toutes les rencontres qui ont eu lieu en France à l'occasion de cette tournée (Ministères, Sénat, Assemblée Nationale, Presse, ONG, etc).
- Le cycle de débat sur l'indemnité de l'indépendance n'a pas été organisé. L'actualité politique et les catastrophes naturelles ayant fait passer le sujet au second plan.

Axe renforcement de la société civile

- Le Collectif a pu mettre le Mouvement Paysan de Gros Morne en relation avec des partenaires haïtiens et européens qui, espérons le, feront aboutir le projet de valorisation des mangues ;
- Une campagne d'investissement solidaire au profit d'éleveurs haïtiens, avec l'ONG haïtienne Veterimed, a été lancée en France. Une centaine de personnes ont ainsi participé ;
- Un groupe a commencé à travailler sur le contenu pédagogique de journées d'échanges d'expériences, à proposer en 2005 ;
- Un travail de concertation entre Plates formes travaillant avec Haïti a été initié. Simultanément, le groupe de suivi de la commission mixte, groupe qui permettait aux ONG travaillant avec Haïti de se réunir et de suivre la politique française envers Haïti, a vu ses activités cesser. Le projet de concertation prend donc une nouvelle direction, le Collectif s'étant proposé (et étant sollicité) pour reprendre l'animation des activités de concertation du groupe de suivi de la commission mixte.

A côté des activités menées dans le cadre du projet 2004-2006, **l'année 2004 a été bien remplie**, comme pour la plupart des associations :

Le bicentenaire de l'indépendance.

A l'occasion du bicentenaire de l'indépendance, le Collectif, en collaboration avec d'autres associations, avait préparé dès 2003, un ensemble de revendications à porter lors d'une campagne tout au long de 2004 (sur l'indemnité de l'indépendance, sur la dette actuelle, sur l'absence de l'histoire haïtienne dans les manuels scolaires, sur l'accueil des demandeurs de visa à l'Ambassade de France en Haïti).

Si ces revendications sont toujours soutenues par le Collectif, la campagne en tant que telle (à part pour les manuels scolaires), n'a pas été mis en place, suite aux changements politiques de l'année, qui ont bouleversé les priorités de tout un chacun.

Par contre, un important travail d'information a été réalisé tout au long de l'année, sur l'ensemble des manifestations qui ont eu lieu en France à l'occasion du bicentenaire (cf. article ci-dessus).

Plusieurs soirées, auxquelles s'est associé le Collectif ont permis d'aborder le thème du bicentenaire.

Les changements politiques

Le Collectif par son travail d'information régulier a participé à tenir au courant les personnes intéressées, en France, des évènements politiques en Haïti. Des actions ponctuelles, comme une lettre à la Ministre de la Défense ont été réalisées.

Les catastrophes naturelles

Le Collectif a participé à initier l'appel lancer par la Pafha suite aux inondations aux Gonaïves en septembre. Appel qui a permis de récolter plus de 30 000 euros au bénéfice de la Croix Rouge haïtienne.

Conclusion

Cette première année du projet associatif 2004-2006 a permis de mettre en route la plupart des projets prévus, malgré les évènements de l'année qui ont largement bouleversé le calendrier.

L'axe information du Collectif a été développé cette année, avec le Cd rom, le site Internet, la diffusion d'information sur le bicentenaire et les activités réalisées en France à cette occasion.

De même l'axe plaidoyer, avec les activités organisées dans le cadre de la Coordination Europe-Haïti, est en pleine évolution. Cette année 2005 permettra de concrétiser l'engagement du Collectif dans cette direction.

L'axe renforcement de la société civile est moins satisfaisant, mais les échanges de pratiques et la concertation n'étaient pas toujours la priorité en cette année bouleversée. Cependant, l'intense activité de 2004 a permis d'approfondir l'habitude des associations à travailler ensemble, a montré la nécessité de se rapprocher. Gageons que l'année 2005 sera l'occasion de concrétiser ces rapprochements.